

GIS Éire conference

Ireland and Human Rights: idealism and pragmatism at home and abroad

L'Irlande et les droits humains : entre idéalisme et pragmatisme

Toulouse, le 18-19 novembre 2022

***** PLEASE SCROLL DOWN FOR THE ENGLISH VERSION *****

Équipe organisatrice :

Sara Brennan (UT1), Marie-Violaine Louvet (UT2J), Bairbre Ní Chiosáin (UT1), Charlotte Rault (UT1)

APPEL À COMMUNICATIONS

Lorsqu'il a été réélu président de la République d'Irlande en novembre 2018, Michael D. Higgins, dans son discours inaugural, déclara: *"Since we first joined the League of Nations – a centenary we will soon mark – and throughout our time in the United Nations, Ireland has won international respect through our work on peace-building, from disarmament to our leadership in addressing consequences of colonisation and the priority we have placed on humanitarian and human rights concerns."* (1). Il est indéniable que ce rôle de défenseur des droits humains occupe une large place dans la manière dont l'Irlande se représente à l'étranger.

D'ailleurs, le rapport du gouvernement irlandais publié en 2018 fixant les objectifs à atteindre à échéance 2025, *Global Ireland: Ireland's Global Footprint for 2025*, en atteste tout à fait. En effet, en bonne place à côté du développement du réseau diplomatique, du numérique, du tourisme et de la culture, on trouve deux axes principaux fixés par le gouvernement comme des objectifs à atteindre à échéance 2025 dans le but de gagner en influence sur la scène internationale : faire avancer les idéaux de paix, de respect des droits humains, d'égalité et de justice d'une part et s'engager dans la lutte contre la faim dans le monde et le développement durable d'autre part. (2)

L'attachement de l'Irlande aux droits humains s'inscrit dans les idéaux de la tradition républicaine auxquels l'Irlande adhère officiellement avec la Constitution de 1937 qui fait référence aux droits fondamentaux dans ses articles 40 à 45. Cette dernière a été, par bien des aspects, en avance sur son temps en tant que première constitution à inclure la notion de dignité de la personne humaine, avant que la Déclaration universelle des droits de l'homme ou la Convention européenne des droits de l'homme n'y fassent à leur tour référence au lendemain de la 2e guerre mondiale, mais aussi à déclarer les droits familiaux, les droits à l'éducation et à la propriété comme des droits ayant force exécutoire (3).

L'attachement de l'Irlande à la défense des droits humains est donc indéniable. L'objectif de cette conférence est double. D'abord, il s'agira d'analyser le rôle joué par l'Irlande dans la promotion des droits humains sur la scène internationale et nationale, mais aussi de mesurer l'écart entre le discours et la réalité.

On s'intéressera donc d'abord aux institutions internationales auxquelles l'Irlande a pu prendre part (Société des nations, Conseil de l'Europe, Cour Européenne des Droits de l'Homme, Union Européenne, Organisation des Nations Unies), mais aussi à l'action des ONG pour voir en quoi son statut d'ancienne colonie, sa neutralité et son attachement aux questions d'aide au développement lui ont permis de faire entendre une voix différente au sein de ces institutions. On pourra s'interroger sur les modèles qui ont inspiré les Irlandais dans leur approche des droits humains mais aussi sur l'existence d'un modèle irlandais, ce que le Ministère des Affaires étrangères appelle 'Ireland's values and signature foreign policies'.

Cette conférence vise aussi à confronter la théorie à la pratique et à analyser dans quelle mesure ces idéaux sont défendus et mis en application par l'Irlande à l'échelle nationale. On pourra se pencher sur les droits humains comme discours et sur la manière dont ils ont émergé comme une préoccupation nationale, s'interroger sur la place faite à la sensibilisation à la question des droits

humains dans l'éducation à la citoyenneté et voir en quoi l'approche irlandaise de la question des droits humains, s'il existe une approche spécifiquement irlandaise, peut ou a pu servir de modèle sous d'autres cieux. On peut par exemple penser à l'intérêt suscité en France par la *Citizens' Assembly* au moment de la crise des gilets jaunes. De plus, les politiques sociales gouvernementales et leurs manquements, le sort réservé aux migrants, et aux demandeurs d'asile dans le cadre des *Direct Provision centres*, le droit des femmes et des minorités, les travaux de l'*Irish Human Rights and Equality Commission* ainsi que ceux du *Irish Council for Civil Liberties* constituent une liste non exhaustive des thèmes qui pourront être soumis à une analyse critique d'un point de vue diachronique, mais aussi synchronique en prenant en considération les défis lancés notamment par le Brexit.

Parmi ceux-ci, on peut penser à l'éventualité de l'unification de l'Irlande. On s'attend à ce que des communications abordant la question des droits humains des deux côtés de la frontière mettent en avant des éléments de convergence et de divergences entre les deux parties de l'île et envisagent les conditions de possibilité d'une réunification de l'Irlande du point de vue des droits humains, que cela soit au niveau des relations de pouvoir entre les minorités et la majorité, de la création de nouvelles institutions, ou encore de l'unité d'un discours sur les droits humains.

Les deux langues de communication du colloque seront le français et l'anglais. Les propositions de communication (500 mots maximum) sont à envoyer à GIS.HRConference2022@gmail.com pour le lundi 5 septembre 2022.

NOTES

(1) Irish Times 13 Nov 2018.

(2) "International development: Advance Ireland's values and signature foreign policies, including the promotion of peace, disarmament, human rights, greater equality, and justice, developing our strategic interest in a safer, more peaceful, more equal, more prosperous world; and providing the basis for a successful campaign for election to the UN Security Council; contribute to the global fight against poverty and hunger, and the promotion of equality and justice and sustainable development, amplified in line with a well-managed expansion in our aid programme, working towards 0.7% of GNI by 2030" DFA, *Global Ireland Ireland's Global Footprint for 2025*.

(3) Justice Susan Denham, 'Some thoughts on the Constitution of Ireland at 75' <https://cdn.thejournal.ie/media/2012/06/20120629cj-speech.pdf>

GIS Éire conference

Ireland and Human Rights: Idealism and pragmatism, discourse and realities Toulouse 18-19 November 2022

Organised by:

Sara Brennan (UT1), Marie-Violaine Louvet (UT2J), Bairbre Ní Chiosáin (UT1), Charlotte Rault (UT1)

Call for papers

When re-elected as President of the Republic of Ireland in November 2018, Michael D Higgins declared in his inaugural speech: "Since we first joined the League of Nations – a centenary we will soon mark – and throughout our time in the United Nations, Ireland has won international respect through our work on peace-building, from disarmament to our leadership in addressing consequences of colonisation and the priority we have placed on humanitarian and human rights concerns." (1) This image of defender of human rights has been a significant part of Ireland's self-representation abroad.

The 2018 government report *Global Ireland: Ireland's Global Footprint for 2025* establishes targets to promote Ireland's international image. As well as its goals of further enhancing its diplomatic position on the international stage, developing digital networks, and promoting Irish tourism and culture, the government defines two main axes with objectives to be achieved by 2025: to advance

the cause of peace, the respect of human rights, equality and justice, on the one hand, and to contribute to the global fight against poverty and hunger and to promote sustainable development, on the other. (2)

Ireland's commitment to human rights is consistent with the ideals of the republican tradition as outlined in the 1937 Constitution, which makes reference to fundamental rights in Articles 40 to 45. This Constitution, drafted over a decade before the Universal Declaration of Human Rights and the European Convention on Human Rights, was in many ways ahead of its time, being the first to include the notion of the dignity of the human person, but also to declare family and education as legally binding. (3)

Ireland is undeniably committed to the protection of human rights. The aim of this conference is to analyse Ireland's role in promoting human rights on a national and international scale, but also to measure the distance between discourse and reality

This conference will focus first of all on Ireland's participation in international institutions (League of Nations, European Council, European Court of Human Rights, European Union, United Nations), but also on the work of Irish NGOs, in order to observe the extent to which the country's postcolonial identity, its neutrality and its commitment to development assistance have allowed for a different perspective within these institutions. One may question the human rights policy models that have inspired the Irish, but also the existence of an "Irish-specific" model that the Minister of Foreign Affairs termed "Ireland's values and signature foreign policies". This conference aims to juxtapose theory and practice and to analyse how these ideals have been contested, defended and put into practice on a national level in recent history. One may look at the discourse around human rights and its emergence as a national preoccupation, and how awareness of questions of human rights influences citizenship education and how an Irish-specific approach (should one exist) can serve as a model framework in other contexts. One example may be found in the French interest in the Irish Citizens' Assembly in light of the yellow-vest movement. Furthermore, a non-exhaustive list of topics such as governmental social policies and their shortcomings, the conditions of immigrants and asylum seekers in direct provision centres, the rights of women and minorities, the work of the Irish Human Rights and Equality Commission and the Irish Council for Civil Liberties may be critically analysed from diachronic and synchronic perspectives, taking into consideration various challenges, particularly those presented by Brexit.

These may include the possibility of Irish unification. We are also expecting papers addressing human rights issues on both sides of the border, highlighting elements of convergence and divergence between the two parts of the island, and considering the conditions under which a 'united Ireland' might be possible from a human rights perspective, be it in terms of minority-majority power relations, the creation of new institutions, or the unity of a discourse on human rights.

Papers may be presented in English or in French. Please send a 500-word abstract of your proposal to GIS.HRConference2022@gmail.com by Monday 5th September 2022.

NOTES

(1) *Irish Times*, 13 Nov 2018.

(2) "International development: Advance Ireland's values and signature foreign policies, including the promotion of peace, disarmament, human rights, greater equality, and justice, developing our strategic interest in a safer, more peaceful, more equal, more prosperous world; and providing the basis for a successful campaign for election to the UN Security Council; contribute to the global fight against poverty and hunger, and the promotion of equality and justice and sustainable development, amplified in line with a well-managed expansion in our aid programme, working towards 0.7% of GNI by 2030" DFA, *Global Ireland Ireland's Global Footprint for 2025*.

(3) Justice Susan Denham, 'Some thoughts on the Constitution of Ireland at 75' <https://cdn.thejournal.ie/media/2012/06/20120629ci-speech.pdf>